



16023 ANGOULEME CEDEX

**GROUPEMENT DE COMMANDE DEPARTEMENTAL POUR LE MARCHE DE  
VERIFICATION ET MAINTENANCE PREVENTIVE DES MATERIELS DE LUTTE  
CONTRE L'INCENDIE  
DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES & AUTRES COLLECTIVITES DE CHARENTE**

**CAHIER DES CLAUSES  
ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES**

**Le présent marché est passé en procédure adaptée en application du code de la commande  
publique.**

**L'accord-cadre est mono-attributaire.**

*Le présent document comporte 19 pages numérotées de 1 à 19 et 5 annexes :*

- Annexe n°1 : Liste des adhérents
- Annexe n°2 : Recensement global des besoins
- Annexe n°3 : Bordereau(x) des prix
- Annexe n°4 : Organisation de l'entreprise
- Annexe n°5 : Attestation de visite

## Sommaire

Article I : Objet du marché et dispositions générales

Article II : Durée du marché

Article III : Nature des prestations

Article IV : Pièces constitutives et textes de référence

Article V : Détail des prestations à assurer

5.1 Certification et obligations réglementaires

5.2 Prise en charge du marché

5.3 Prestation forfaitaire : La visite de maintenance annuelle

5.4 Prestation Hors forfait : La maintenance corrective et les dépannages

5.5 La formation des personnels

Article VI : Assurance et responsabilité

Article VII : Conditions de réalisation des prestations

Article VIII : Détermination du prix

Article IX : Variation des prix pour la durée du contrat

Article X : Conditions de paiement

Article XI : Cautionnement

Article XII : Avance forfaitaire et acompte

Article XIII : Résiliation

Article XIV : Bilan annuel

Article XV : Pénalités

Article XVI : Litiges

Article XVII : Modifications administratives

Article XVIII : Dérogations au CCAG

## Article I - Objet du marché et dispositions générales

### 1.1 Objet du marché

Le présent marché est un marché de services ayant pour objet la **vérification et la maintenance** des matériels de lutte contre l'incendie dans les lycées et collèges publics de Charente, adhérents à AGAPE16.

La vérification des « matériels de lutte contre l'incendie » comprend : les extincteurs, les BAES, le désenfumage mécanique non asservi et les bouches d'incendie armées.

### 1.2 Dispositions générales

L'établissement coordonnateur du groupement de commandes est le lycée Marguerite de Valois CS52324 -16023 - Angoulême représenté par son proviseur.

La liste des adhérents est détaillée en **annexe n° 1**.

La mise en œuvre du groupement se fait en fonction de la clôture des contrats existants chez les adhérents. Si l'adhérent au jour de l'attribution du marché a contracté avec le titulaire du groupement, le présent CCATP se substitue au contrat en cours.

Chaque établissement fournit, à travers son état de recensement individuel, une description sommaire de ses matériels (documents fournis dans le dossier de consultation). Ces matériels à traiter, peuvent varier en cours de marché, en fonction d'éventuels réaménagements ou nouvelles constructions. Dans ce cas, le responsable de l'établissement concerné signale au titulaire et au coordonnateur les modifications apportées à son recensement. Le cas échéant un avenant au marché est établi.

L'état de recensement global (**annexe n° 2**) reprend le détail des recensements individuels et indique le nombre de matériels à vérifier par catégorie ainsi que l'estimation du nombre de personnels à former et sur quelle périodicité.

Pour établir son offre de prix, chaque candidat se rapproche des établissements afin de prendre connaissance de la nature exacte des matériels à entretenir. **Cette visite préalable est obligatoire.** A défaut de visite, l'offre du soumissionnaire peut voir sa note diminuée. En cas de matériels supplémentaires, le titulaire ne peut s'en prévaloir pour retirer son offre, refuser l'exécution du contrat ou modifier les conditions tarifaires.

## Article II : Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une période initiale de 12 mois, soit du 01/01/2026 au 31/12/2026. Il est renouvelable deux fois par reconduction tacite soit une durée totale qui ne peut excéder 3 ans soit jusqu'au 31/12/2028.

En cas de non reconduction du marché, la notification par l'une des deux parties intervient 3 mois avant la date d'expiration par lettre recommandée avec accusé de réception. Le titulaire adresse un courrier au coordonnateur du groupement. Aucune des deux parties ne peut se prévaloir d'une indemnité.

Si c'est le coordonnateur qui souhaite ne pas reconduire le marché au nom des adhérents, il en informe par courrier simple tous les adhérents en même temps que le titulaire par courrier recommandé. Dans le



cas où la renonciation est du fait du titulaire, il en informe le coordonnateur par courrier recommandé. Ce dernier en informe les adhérents.

### **Article III : Nature des prestations**

Les prestations sont décomposées en trois postes. De façon générale, le titulaire a une obligation de résultats et de conseils vis-à-vis de chaque adhérent.

#### **3.1 Prestations forfaitaires**

La maintenance préventive et corrective forfaitaire comprend la fourniture des pièces détachées d'origine ou certifiées conformes par attestation du fabricant de l'équipement. Les interventions sont définies à l'article 6.3 et incluent notamment :

- La visite annuelle de vérification
- Le remplacement des petites pièces de type joints, goupilles, etc.
- L'enlèvement et le traitement des matériels obsolètes et/ou détériorés
- L'ensemble des prestations prévues à l'article 5.3 du présent CCATP

Sont exclues du forfait les interventions consécutives à une utilisation anormale du matériel ou des équipements.

#### **3.2 Prestations hors forfait**

Les interventions ne faisant pas partie des prestations forfaitaires doivent faire l'objet d'un devis de la part de l'attributaire et d'un bon de commande de la part de l'établissement. Les interventions hors forfait sont définies à l'article 5.4 et détaillée par le soumissionnaire dans un catalogue complémentaire au BPU. Ce dernier précise en outre le coût de déplacement. Les prestations hors forfait comprennent notamment :

- Le remplacement des extincteurs obsolètes ou hors service
- Les interventions de dépannage suite à utilisation, dégradation ou détérioration des matériels de sécurité
- La remise en fonctionnement de matériels en panne

#### **3.3 La formation des personnels**

La formation est proposée une fois par an à chaque établissement qui décide ou non de la mettre en place dans son établissement. Le soumissionnaire précise le nombre maximum de personnes par cession de formation.

Le tarif de la formation est fixé dans le bordereau des prix.

## **Article IV : Pièces constitutives du marché et textes de référence**

### **4.1 Pièces constitutives particulières et générales**

Le marché est constitué par les documents définis comme suit :

#### **• Pièces particulières :**

- Le présent cahier des clauses et ses annexes, daté et signé, en deux exemplaires dont seul fait foi l'exemplaire conservé par le coordonnateur
- Le(s) bordereau(x) des prix, daté(s) et signé(s)
- Les fiches de recensement
- L'IBAN/RIB
- Un mémoire technique détaillant les prestations
- Le règlement de consultation
- L'attestation d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'il encourt pour les dommages corporels et matériels dont il est responsable.
- Les attestations de formation obligatoires et de diplômes des personnels du titulaire
- Une proposition de remise à deux décimales, appliquée sur prestations supplémentaires fournies par l'entreprise prestataire

#### **• Pièces générales :**

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et de services en vigueur.
- Les textes relatifs à la commande publique en vigueur
- L'ensemble des textes législatifs et réglementaires et les normes en vigueur s'appliquant à la sécurité contre l'incendie dans les établissements recevant du public. En particulier l'article 123-43 du code de la construction et de l'habitation, l'arrêté du 25 juin 1980 modifié sur les dispositions applicables aux ERP de la 1<sup>ère</sup> à la 4<sup>ème</sup> catégorie (article GE 6 à GE 10 et MS68) ainsi que L'arrêté du 26 juin 2008 portant diverses dispositions relatives à la sécurité contre les risques incendies et de panique dans les établissements recevant du public
- Le code du travail
- L'ensemble des normes homologuées et enregistrées concernant les matériels faisant l'objet du marché et notamment
  - La norme NF S61-919
  - NF C 71-830 relative à la maintenance des BAES
  - La règle APSAD R17 – désenfumage – système de désenfumage manuel

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, les pièces prévalent dans l'ordre ci-dessus.

### **4.2 : Autres documents inhérents aux obligations de l'exploitation :**

- Rapport d'activité annuel transmis à chaque adhérent
- Attestations des formations suivies par les personnels des établissements.

*Le rapport d'activité contient au minimum :*

#### **4.2.1 Pour les extincteurs et les robinets d'incendie armés**

- Le descriptif de l'intervention réalisée comportant :



- Un descriptif détaillé du matériel : type et numéro de l'extincteur (avec respect des numérotations mises en place par chaque établissement le cas échéant), emplacement, année de mise en service, date de la dernière visite, durée de vie du matériel.
- Type et date de l'intervention curative,
- Nom du ou des technicien(s)
- Les difficultés techniques rencontrées
- Un rapport général sur l'état des installations et des préconisations techniques

#### 4.2.2 Pour les BAES

- Le descriptif de l'intervention réalisée comportant :
  - Un descriptif détaillé du matériel : type et numéro du matériel (avec respect des numérotations mises en place par chaque établissement lorsque c'est le cas), emplacement, année de mise en service, date de la dernière visite, durée de vie du matériel.
  - Type et date de l'intervention curative
- Les difficultés techniques rencontrées
- Un rapport général sur l'état des installations et des préconisations techniques

#### 4.2.3 Pour le désenfumage mécanique

- Le descriptif de l'intervention réalisée comportant :
  - Un descriptif détaillé du matériel : type et numéro du matériel (avec respect des numérotations mises en place par chaque établissement lorsque c'est le cas), emplacement, année de mise en service, date de la dernière visite, durée de vie du matériel.
  - Type et date de l'intervention curative
- Les difficultés techniques rencontrées
- Un rapport général sur l'état des installations et des préconisations techniques

### Article V : Détail des prestations à assurer

Le titulaire assure pour les matériels de lutte contre l'incendie les prestations liées aux vérifications techniques prévues par l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et notamment ses articles MS72, MS73 et MS74, ainsi que les règles d'installation.

#### 5.1 Certifications et obligations réglementaires

Le titulaire a une obligation de résultats et de conseils vis-vis de chaque adhérent et du propriétaire. Il pourra justifier d'une certification de type certification APSAD de service.

Toute modification réglementaire relative à la vérification et à la maintenance des matériels de lutte contre l'incendie ou à la formation relative à leur manipulation est prise immédiatement en compte par le titulaire qui en informe le coordonnateur et les adhérents par courrier.

La norme NF S 61-919 distingue :

- Les inspections qui peuvent être effectuées par l'utilisateur
- La maintenance qui doit être effectuée par une personne compétente

Elle précise qu'une personne compétente est une personne « employée par une entreprise [...] ou un organisme certifié ayant la formation et l'expérience nécessaire ».

A ce titre, le titulaire devra fournir les attestations d'habilitation ou de formation de ses techniciens (diplôme d'agent vérificateur d'appareils extincteurs ou diplôme délivré après une formation équivalente reconnue par l'Union Européenne).

## **5.2. Prise en charge du marché**

### **5.2.1 Les obligations contractuelles dès la signature du marché**

Dès la signature du marché, le titulaire est tenu :

S'il y a lieu, de numérotter tous les équipements (extincteurs, robinets d'incendie armés, blocs autonomes d'éclairage de sécurité, trappes de désenfumage naturel), et d'établir un listing par type d'équipement et par site, qui sera mis dans le registre de sécurité des contrôles et des vérifications obligatoires dans chaque établissement scolaire.

D'informer le représentant de la personne publique de tout manquement, de toute non-conformité éventuelle des matériels visités ainsi que des opérations de maintenance corrective qui se révéleront nécessaire.

### **5.2.2 Les obligations liées aux interventions**

#### **5.2.2.1 dates des visites annuelles de la maintenance préventive.**

Le titulaire présente au coordonnateur du groupement, dès le début de chaque année d'exécution du marché et obligatoirement avant la fin du premier mois et 15 jours au minimum avant la première intervention prévue, **un planning prévisionnel** de toutes les visites de contrôle réglementaires à effectuer dans les établissements pour l'année.

Les dates devront avoir été fixée avec chaque établissement.

Le planning proposé par le titulaire doit impérativement tenir compte des contraintes spécifiques au fonctionnement d'un établissement en général et des contraintes particulières à certains établissements.

#### **5.2.2.2 Modalités d'intervention**

Avant toute intervention, le technicien contrôleur se présente à l'accueil de l'établissement ou auprès du gestionnaire. Il informe clairement l'exploitant de la durée d'indisponibilité de tout ou partie de l'installation. Il définit avec lui les moyens de sécurité à mettre en œuvre pendant cette période de carence.

## **5.3 Prestation forfaitaire : La visite de maintenance annuelle**

### **5.3.1 Déroulé de la visite**

Le personnel chargé de la visite se présente à l'accueil de l'établissement scolaire dès son arrivée dans les locaux et se soumet aux règles de sécurité de l'établissement.

La personne publique met à la disposition du titulaire un personnel chargé de le guider, de lui fournir les moyens d'accès aux installations, de lui signaler les éventuels incidents survenus, de lui indiquer les modifications apportées aux installations et de lui faciliter l'exécution de sa mission.



A l'issue de la visite, le technicien devra faire un rapport oral au gestionnaire ou à son représentant. Il doit dès le jour même signer le registre de sécurité en faisant apparaître son nom, le nom de l'entreprise, la date de l'intervention, la nature des prestations effectuées et mentionner le rapport de vérification.

Le titulaire devra, par la suite remettre par voie dématérialisée ou à défaut en version papier un rapport de maintenance au chef d'établissement selon les dispositions de l'article 5.2. Le délai de transmission ne doit pas excéder 2 semaines à compter de la date d'achèvement de la vérification.

Le titulaire du présent marché est soumis à une obligation de résultat. En cas d'anomalies constatées, la remise aux normes réglementaires est effectuée immédiatement. Si des défaillances ou des défauts d'installation du matériel entravent l'exécution du contrôle ou la remise aux normes immédiates, le titulaire en fait état dans son rapport et fournit à l'établissement les devis nécessaires à la réparation.

### 5.3.2 Vérification des extincteurs et des robinets d'incendie armés

#### 5.3.2.1 Périodicité de la vérification

Le prestataire s'engage à assurer la vérification périodique (1 fois par an) aux dates convenues entre les parties de l'ensemble des matériels de lutte contre l'incendie. Un planning d'intervention sera établi entre la personne publique et le titulaire du marché.

#### 5.3.2.2 Les prestations liées à la vérification annuelle

Les prestations de maintenance préventive sont comprises dans le forfait.

Le titulaire du marché doit vérifier que l'extincteur est en bon état de fonctionnement et conforme à la réglementation en vigueur. Il doit inscrire "*vérifié*" sur tout extincteur capable de fonctionner après maintenance, vérification voire réparation et s'assurer que toutes les étiquettes sont lisibles. Par ailleurs, le titulaire du marché pourra proposer un signe visible permettant d'identifier immédiatement la réalisation de la vérification (ex. plomb de sécurité de couleur différente).

La maintenance consiste d'une part à un nettoyage de l'appareil, à un entretien préliminaire puis un entretien technique ainsi que le remplacement de toutes les pièces défectueuses ou manquantes (Les petites pièces de type joints, goupilles, plombs sont incluses dans le coût forfaitaire de vérification).

L'entretien préliminaire doit permettre de s'assurer que :

- L'extincteur occupe une place convenable (visibilité, accessibilité, hauteur, fixation...)
- Les inscriptions sont visibles
- L'étiquette de vérification existe, qu'elle est en bon état et correctement remplie
- Le plomb de sécurité de la fermeture de l'appareil est intact ainsi que le dispositif de verrouillage du mécanisme de fonctionnement, ou le système de sécurité (verrou, goupilles, etc.)
- L'état apparent de l'appareil (existence de tous les accessoires extérieurs, tuyauteries, robinetteries, train de roulement, pulvérisateur, etc...)
- L'appareil n'est pas en situation d'infraction grave
  - Qu'il n'est pas susceptible d'être utilisé sans avoir subi l'épreuve réglementaire de pression lorsqu'il est assujéti
  - Qu'il n'est pas frappé par l'une des interdictions d'emploi expressément prévues par la réglementation.



L'entretien technique consiste à procéder à l'examen complet de l'appareil

a. Appareils sous pression au moment de l'emploi :

- S'assurer de l'absence de pression interne puis démonter le couvercle
- Démonter la cartouche de gaz à l'aide d'une clé et contrôler sa masse
- Contrôler si la charge en gaz est en conformité avec les inscriptions figurant sur le corps de l'extincteur (tolérance selon la charge)
- Vérifier les joints d'étanchéité est remplacé si nécessaire
- Vérifier le bon fonctionnement du percuteur
- Graisser les pièces mobiles
- S'assurer du bon fonctionnement de la gâchette pour les appareils en étant équipés
- Vérifier l'état du tube plongeur et du tube répartiteur du gaz de chasse
- Vérifier l'état du tuyau souple et de l'ensemble du circuit d'éjection par soufflage

b. Appareils à eau sans additif :

- Vidanger l'appareil
- Rincer le corps de l'extincteur et vérifier soigneusement son état intérieur
- Toute corrosion prononcée devra conduire le prestataire à proposer à l'établissement la réforme de l'appareil.
- Remplacer la charge si nécessaire
- Recharger l'appareil
- Remise en place de toutes les sécurités (Les petites pièces de type joints, goupilles, plombs, sont incluses dans le coût forfaitaire de vérification).
- Remplir l'étiquette de vérification de l'appareil
- Consigner le registre de sécurité des contrôles et vérifications obligatoires

c. Appareils à eau avec additif en flacon annexe :

- Vidanger l'appareil
- Rincer le corps de l'extincteur et vérifier soigneusement son état intérieur
- S'assurer de la présence du flacon d'additif, de son état, et de sa date de péremption (remplacer si nécessaire)
- Toute corrosion prononcée devra conduire le prestataire à proposer à l'établissement la réforme de l'appareil.
- Remplacer la charge si nécessaire
- Recharger l'appareil
- Remise en place de toutes les sécurités (Les petites pièces de type Joints, Goupilles, Plombs, sont incluses dans le coût forfaitaire de vérification).
- Remplir l'étiquette de vérification de l'appareil
- Consigner le registre de sécurité des contrôles et vérifications obligatoires

d. Appareils à eau avec additif en pré-mélange :

- Vidanger l'appareil
- Rincer le corps de l'extincteur et vérifier soigneusement son état intérieur
- S'assurer de la présence de l'additif, de son état, et de sa date de péremption
- Toute corrosion prononcée devra conduire le prestataire à proposer à l'établissement la réforme de l'appareil.
- Remplacer la charge si nécessaire
- Recharger l'appareil
- Remise en place de toutes les sécurités (Les petites pièces de type Joints, Goupilles, Plombs, sont incluses dans le coût forfaitaire de vérification).
- Remplir l'étiquette de vérification de l'appareil
- Consigner le registre de sécurité des contrôles et vérifications obligatoires

e. Appareils à poudre :

- Obstruer l'ouverture de l'appareil avec un chiffon propre
- Détasser la poudre en retournant et secouant l'extincteur
- En cas de grumeaux ou d'agglomérat remplacer la charge
- Remise en place de toutes les sécurités ((Les petites pièces de type Joints, Goupilles, Plombs, sont incluses dans le coût forfaitaire de vérification).
- Remplir l'étiquette de vérification de l'appareil
- Consigner le registre de sécurité des contrôles et vérifications obligatoires

f. Appareils à CO2 :

- Démonter le tromblon ou le flexible
- Vérifier l'état du joint et remplacer si nécessaire
- Contrôler la charge par pesée, par différence avec la masse à vide
- Remise en place de toutes les sécurités (Les petites pièces de type Joints, Goupilles, plombs, sont incluses dans le coût forfaitaire de vérification).
- Remplir l'étiquette de vérification de l'appareil
- Consigner le registre de sécurité des contrôles et vérifications obligatoires

g. Robinet d'incendie Armés :

- Vérifier l'étanchéité et le fonctionnement des barrages, contre-barrages, RIA et organes mécaniques de l'installation
- Démonter l'ensemble des organes d'étanchéité et remplacer les joints si nécessaires
- Vérifier l'état des dévidoirs (Rotation, pivotement, choc éventuel).
- Nettoyer et graisser les éléments mobiles
- Vérifier qu'aucun élément constitutif du RIA ne manque (Robinet diffuseur et autres accessoires)
- Relever la pression au manomètre du RIA le plus défavorisé
- Vérifier l'état et le fonctionnement du dispositif antipollution d'eau (Clapet non-retour)
- Consigner les résultats des essais dans le registre de sécurité des contrôles et vérifications obligatoires

### 6.3.3 Désenfumage manuel et trappes de désenfumages non asservies

a. Trappes de désenfumage :

- Déclenchement de l'ouverture
- Vérification du bon fonctionnement
- Remise en état éventuel des systèmes d'ouverture suivant système (câbles, poulies, manivelles, glaces, manivelles, vérins, cartouches CO2, etc...)
- Vérification de l'étanchéité des joints et remplacement si nécessaire,
- Vérification de l'état général de l'ouvrant et du cadre
- Petites réparations sur ouvrants et dormants,
- Le cas échéant rapport descriptif en vue du remplacement d'un ensemble ouvrant/dormant non réparable,
- Le changement des cartouches de gaz inerte comprimé utilisés par le technicien dans le cadre de test est inclus dans le contrat de vérification.
- Graissage des axes et mécanismes,
- Remise en service,
- Consigner les résultats des essais dans le registre de sécurité des contrôles et vérifications obligatoires

Concernant les trappes de désenfumage naturel, le remplacement des cartouches CO2 utilisés lors des tests de l'entreprise titulaire du marché est à sa charge.



b. Les lanterneaux

- Ouverture de l'appareil
- Vérification de la tension des ressorts d'ouverture ou des vérins
- Graissage des ressorts
- Contrôle de l'état des joints
- Vérification des articulations
- Réglage des systèmes de déclenchement (verrou...)
- Contrôle de l'état des fusibles
- Remplacement éventuel suivant l'état
- Resserrage éventuel des bras ou tiges de poussée
- Fermeture des appareils : contrôle de l'enclenchement des gâches
- Vérification des vis de fixation
- Resserrage des vis de fixation s'il y a lieu
- Essai d'ouverture en présence d'un personnel technique de l'établissement
- Changement des bouchons de fixation s'il y a lieu.

c. Les commandes à distance « tirez-lâchez »

- Le déplombage de l'appareil
- La manœuvre de l'ouverture
- La vérification du câble et du tube de liaison
- La vérification des points de fixation
- La vérification des coudes et manchons
- Le graissage du câble
- La vérification de l'appareil
- Le graissage de l'appareil
- La remise en place
- L'essai d'ouverture en présence d'un personnel technique de l'établissement
- Le plombage de l'appareil et le remplacement éventuel de la glace à briser

d. Les commandes à distance (treuil) ouverture/fermeture/sécurité incendie

- Le déplombage de l'appareil
- La manœuvre de l'ouverture
- La vérification du câble et du tube de liaison
- La vérification des points de fixation
- La vérification des coudes et manchons
- Le graissage du câble
- La vérification de l'appareil
- Le graissage de l'appareil
- La remise en place
- L'essai d'ouverture en présence d'un personnel technique de l'établissement
- Le plombage de l'appareil et le remplacement éventuel de la glace à briser

e. Les commandes à distance CO<sup>2</sup>

- Le déplombage du poste de commande CO<sup>2</sup>
- Essais par percussion de la cartouche CO<sup>2</sup>
- La vérification des points de fixation (coffrets-tubes cuivre et mini-vérins)
- La vérification des raccords olive
- Le graissage du min-vérin
- Le réarmement du verrou
- La fourniture et la pose de nouvelles cartouches CO<sup>2</sup>
- Le plombage de l'appareil et le remplacement éventuel de la glace à briser

f. Commande mécanique (liste non exhaustive)

- Essai des coffrets de relaiage pour extracteurs de désenfumage
- Essai de bon fonctionnement des moteurs d'extracteur de désenfumage
- Essai des commandes de réarmement pompier
- Essai des renvois de contact de position attente et sécurité
- Essai de l'interverrouillage des installations de désenfumages mécaniques sur conduit collectif
- Essai fonctionnel selon le tableau de corrélation existant dans le dossier d'identité SSI

5.3.4 Les blocs autonomes d'éclairage de sécurité (BAES).

Sa périodicité de vérification sera d'une fois par an. Un planning d'intervention sera établi entre la personne publique et le titulaire du marché.

Le prestataire s'engage à appliquer toutes les opérations nécessaires pour juger du maintien en conformité des installations d'éclairage de sécurité par rapport aux textes réglementaires :

Arrêté du 25 juin 1980 – Chapitre VIII, Section III, EC 7 à 15.

Les contrôles techniques porteront sur les différentes sources d'alimentation, les tensions du courant, le bon fonctionnement des blocs autonomes, le serrage des connexions, le dépoussiérage et l'autonomie d'au moins une heure.

Avant toute manipulation, les commandes d'organes externes liées au fonctionnement et susceptibles d'être inutilement ou dangereusement actionnées lors des opérations de vérification seront neutralisées. Cette neutralisation se fera en présence d'un responsable de l'entreprise, qui devra remettre en service après les opérations de vérification.

Pendant la présence du public, le bâtiment ne doit pas être totalement privé d'éclairage. Cette disposition oblige à vérifier un bloc sur deux.

Tout matériel à changer (lampe, fléchage, etc.) donnera lieu à une proposition de devis (liste des tarifs hors forfait fournie au moment de l'offre)

**5.4 Prestation hors forfait : la maintenance corrective et les dépannages**

La maintenance corrective a pour objectif de remettre l'équipement (ou l'installation concernée) dans l'état dans lequel il peut accomplir sa fonction en toute condition de fiabilité et sécurité. Elle intègre la maintenance palliative (dépannage même provisoire) et la maintenance curative (opérations destinées à remettre une installation en ordre à la suite ou non d'un dépannage).

La maintenance corrective est établie à la suite d'une proposition d'intervention du titulaire ou à la demande de l'établissement. Un programme d'exécution est établi. Le titulaire adresse ses propositions chiffrées au représentant désigné de l'établissement en lui transmettant un devis. Après accord écrit de celui-ci (validation du devis et/ou bon de commande), il doit effectuer l'opération de maintenance correspondante dans le délai de 7 jours francs à compter de la réception de l'ordre de service ou bon de commande.

Le prestataire s'engage notamment, à recharger les matériels utilisés ou percutés par malveillance, sur demande écrite du gestionnaire des établissements scolaires ou de son représentant. Le titulaire du marché doit intervenir dans les 24h suite à la demande de l'établissement pour remettre en état de fonctionnement les matériels.



Lorsque l'appareil ne peut pas être remis en état de fonctionnement au moment de la vérification annuelle, le titulaire retire l'appareil et en informe immédiatement le gestionnaire. Il devra faire une proposition de remplacement dans les 24h suivant le constat de dysfonctionnement.

Lors du renouvellement d'épreuve prévu par la réglementation en vigueur (arrêtés du 20 mai 1963 et du 28 juillet 1977 modifiés), le titulaire s'engage à procéder à l'échange standard de l'appareil en ré-épreuve, après validation d'un devis du responsable de l'établissement.

L'exécution de toutes ces prestations reste subordonnée impérativement à l'accord écrit de la personne publique.

Le soumissionnaire devra lister les montants des diverses prestations accessoires prévues dans le cadre de la maintenance corrective. A défaut, ces prestations seront réputées être incluses dans le prix de la maintenance préventive.

## **5.5 La formation des personnels de l'établissement**

L'article R4227-28 prévoit que l'employeur prend les mesures nécessaires pour que tout commencement d'incendie puisse être rapidement et efficacement combattu dans l'intérêt du sauvetage des travailleurs.

Dès lors, le titulaire du marché assure la formation des personnels adhérents selon la législation en vigueur.

Le personnel que le titulaire emploie pour l'exercice de cette mission doit être habilité comme formateur. Il devra notamment être en mesure de former les personnels sur les thématiques suivants : la combustion, ses mécanismes, les moyens d'extinction, les différents types d'extincteurs, la réglementation incendie et le code du travail.

Il appartient au titulaire du marché d'apporter le matériel nécessaire à la formation et notamment les extincteurs destinés à être utilisés. Les candidats préciseront dans leur offre le détail des moyens matériels et pédagogiques qu'ils proposent.

La formation devra se dérouler en deux temps : une partie théorique et une partie pratique.

Il appartient à l'établissement, en accord avec le titulaire du marché, de définir le lieu et la date de la formation. Le titulaire du marché se réserve le droit de refuser une intervention s'il estime que toutes les règles de sécurité ne sont pas réunies afin de procéder notamment à la formation pratique. Dans ce cas, cette dernière sera reportée à une date ultérieure convenue entre l'établissement et le titulaire du marché et sans que celle-ci ne donne lieu à une facturation supplémentaire.

Les établissements adhérents devront préciser le nombre de personnes à former et la périodicité envisagée.

A la fin de la formation, le titulaire remet à chaque personnel une attestation de formation. Un double sera également donné à l'établissement.

## **Article VI : assurances et responsabilité**

### **6.1 Responsabilités**

Le titulaire du marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations.

En conséquence il est le seul responsable des dommages :

- Causés directement ou indirectement pendant ses interventions à son personnel, au personnel de l'adhérent ou à des tiers, à ses biens, aux biens de l'adhérent, à ceux de la collectivité de rattachement ou à des tiers.
- Causés par la carence des installations imputables à la maintenance et se produisant en dehors de ses interventions.

Sont exclus de la responsabilité du titulaire, sous bénéfice des preuves apportées par lui, les dommages et conséquences dus à l'intervention perturbatrice d'un tiers que le titulaire n'a pas eu matériellement la possibilité d'empêcher.

La responsabilité du titulaire peut être dégagée lorsque la preuve établie démontre que le titulaire a été dans l'impossibilité matérielle d'assurer sa prestation par le fait de la personne publique, ou par l'adhérent, ou par des causes non imputables à sa prestation (destruction par tiers, sinistre, vol...)

## **6.2 Assurance**

Le titulaire du marché doit, à la constitution du dossier du marché, puis à chaque reconduction du marché justifier qu'il dispose d'un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés au tiers à l'occasion des prestations, objet du marché, ou causés par la carence des installations dont il effectue la maintenance.

En cas de reconduction, le titulaire doit présenter, au plus tard dans un délai de 30 jours après la reconduction, l'attestation d'assurance.

Dans le cas où le titulaire ne peut, après rappel par recommander du coordonnateur, présenter l'attestation d'assurance, la reconduction devient caduque. Le titulaire ne peut prétendre à une indemnité.

## **Article VII : Les conditions de réalisation de la prestation**

### **7.1 Personnels d'intervention du titulaire**

Les personnels désignés par écrit par le titulaire à l'adhérent sont seuls autorisés pour la maintenance des équipements, objet du marché. Si les interventions sont réalisées par une équipe, le responsable de l'intervention est nommément désigné par le titulaire.

Le personnel doit obligatoirement être muni d'une carte d'identité de son entreprise. Il a accès aux seuls locaux contenant les appareils indiqués dans les recensements.

Si le titulaire ne peut effectuer lui-même certaines interventions prévues par les textes réglementaires, et qu'il prévoit par conséquent de faire intervenir un autre prestataire, il doit impérativement le faire figurer sur l'acte d'engagement.

### **7.2 Accès**

L'adhérent doit faciliter l'accès du titulaire au matériel installé et prendre les mesures en vue d'assurer la sécurité de son personnel. Il doit également mettre gratuitement à disposition du titulaire l'énergie nécessaire à l'accomplissement des tâches courantes relevant des prestations.



## **Article VIII : Détermination du prix**

La monnaie utilisée est l'euro.

### **8.1 Détermination du prix forfaitaire pour la visite annuelle**

#### **8.1.1 Les extincteurs et RIA**

Le prix HT et TTC est constitué d'un forfait unitaire défini par type d'appareil. Ce prix inclut la vérification, le déplacement, la main d'œuvre, les charges ainsi que l'ensemble des pièces et accessoires (joints, goupilles, plombs etc.) et l'ensemble des prestations définies à l'article 6.3.2 du CCATP. Il inclut également l'enlèvement et le traitement des matériels obsolètes et/ou détériorés.

#### **8.1.2 Le désenfumage mécanique**

Le prix HT et TTC est constitué d'un forfait unitaire défini par type d'appareil. Ce prix inclut la vérification, le déplacement, la main d'œuvre, les charges ainsi que l'ensemble des pièces et accessoires et l'ensemble des prestations définies à l'article 6.3.3 du CCATP. Il inclut également l'enlèvement et le traitement des matériels obsolètes et/ou détériorés.

#### **8.1.3 Les BAES**

Le prix HT et TTC est constitué d'un forfait unitaire défini par type d'appareil. Ce prix inclut la vérification, le déplacement, la main d'œuvre, les charges ainsi que l'ensemble des pièces et accessoires et l'ensemble des prestations définies à l'article 6.3.4 du CCATP. Il inclut également l'enlèvement et le traitement des matériels obsolètes et/ou détériorés.

### **8.2 Détermination des prix des prestations hors forfait**

Le soumissionnaire devra lister les montants (HT et TTC) des diverses prestations prévues dans le cadre de la maintenance corrective. A défaut, ces prestations seront réputées être incluses dans le prix de la maintenance préventive (forfaitaire).

Le prix indiqué pour chacune des prestations comprend la fourniture de la pièce et la main d'œuvre.

Le cout du forfait déplacement est également précisé dans l'annexe.

### **8.3 Détermination du prix de la formation**

Le soumissionnaire précise en annexe le cout d'une cession de formation. Celle-ci comprend l'ensemble de la prestation et notamment la fournir des extincteurs et autres matériels nécessaires aux exercices pratique.

Ce tarif HT et TTC inclus la main d'œuvre et le déplacement.

## **Article IX : Variation du prix pour la durée du contrat**

Les prix sont fixes pour la durée d'un an.

Le prix de l'offre sera révisable à chaque date anniversaire du marché selon la formule suivante.

L'offre est établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de décembre 2024 (142.8).

Son montant sera révisé selon la formule :

$$\text{Prix révisé} = \text{Prix } n-1 \times [0.15 + 0.85 \times (\text{ICHT-IME } n / \text{ICHT-IME } n-1)]$$

**ICHT-IME** = indice du coût horaire du travail, dans les industries mécaniques et électriques – Base 100 – décembre 2008. **Identifiant INSEE : 001565183.**

**ICHT-IME <sub>n-1</sub> : valeur de l'indice de décembre 2024 (142.8)**

**ICHT-IME <sub>n</sub> : valeur de l'indice de décembre 2025**

**Prix <sub>n-1</sub> : prix de la prestation de l'année précédente**

Le prix s'établira obligatoirement avec une précision maximale de deux chiffres après la virgule, soit au niveau du centième d'euro.

En cas d'absence d'accord entre les parties, l'une ou l'autre pourra mettre fin au présent marché par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette résiliation ne pourra donner lieu à une quelconque indemnité pour l'une ou l'autre partie.

#### **Article X : Conditions de paiement**

Les prestations forfaitaires donnent lieu à une facturation annuelle.

Le paiement s'effectue dans les 30 jours à réception de la facture par mandat administratif. Le dépassement de ce délai peut donner lieu à versement d'intérêts moratoires.

Les factures seront établies et transmises par le portail « CHORUS PRO ».

Les factures portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La désignation de la personne publique contractante
- Nom et adresse de l'entreprise
- Le numéro de SIRET ou SIRET
- Le numéro de compte bancaire ou postal et l'IBAN/RIB
- Références du marché et de chaque avenant ainsi que, le cas échéant, la date et le numéro du bon de commande et la date de l'intervention
- La dénomination précise des prestations et le nom du technicien intervenant
- Le montant hors taxe des prestations
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total de la prestation
- La date de la facture

Concernant la facturation des interventions ponctuelles sur demande de l'adhérent, une facturation séparée est émise incluant les mentions ci-dessus énoncées.

En cas d'erreur ou de contestation visant les éléments du calcul figurant sur la facture présentée, seul le montant non erroné ou non contesté sera mandaté. Le mandatement est suspendu pour la part litigieuse de la facture.

En cas de changement de coordonnées bancaires, le titulaire informe chaque adhérent et modifie en conséquence les informations portées sur les factures. Par défaut, l'adhérent règle sur le compte indiqué sur la facture. Dans ce cas, le titulaire ne pourra se prévaloir d'intérêts moratoires.



La facture sera payable par mandat administratif dans un délai de 30 jours suivant la réception de la facture. Lorsqu'un adhérent ne peut mettre en paiement les factures en raison d'une fermeture administrative (congés scolaires) et sous réserve que le titulaire en soit informé par écrit (courriel ou courrier), le délai de paiement est suspendu durant ces périodes.

Si du fait du titulaire et notamment en cas de non-respect du marché, il ne peut être procédé au règlement de la facture, le délai est suspendu par l'envoi au titulaire d'un courrier l'informant des raisons de cette décision et les conditions auxquelles il doit satisfaire pour que celle-ci lui soit payée.

La suspension prend fin lorsque le titulaire a satisfait à ses obligations.

#### **Article XI : Cautionnement**

Le titulaire est dispensé de constituer un cautionnement

#### **Article XII : Avance forfaitaire et acompte**

Aucune avance forfaitaire ou acompte n'est prévu.

#### **Article XIII : Résiliation**

Les conditions de la résiliation sont décrites dans le cahier des clauses administratives générale CCAG-FCS (Arrêté du 19 janvier 2009).

##### **13-1 : résiliation pour défaut :**

Au terme de trois refus ou manquements d'interventions constatés par écrit ou sans réponse après un écrit de l'adhérent et portés à la connaissance du coordonnateur, le marché peut être résilié en tout ou partie sans qu'aucune des deux parties ne puisse se prévaloir d'indemnités ou de dédommagements financiers.

##### **13-2 : mise en œuvre**

La résiliation intervient par courrier recommandé avec accusé de réception deux mois avant la date de mise en œuvre.

#### **Article XIV – Bilan annuel**

A la fin de chaque année d'exercice du marché, le titulaire fait parvenir au coordonnateur un état du chiffre d'affaires réalisé par adhérent dans le cadre du groupement. Ce bilan est présenté dans un délai d'un mois après la reconduction ou deux mois avant la date définitive de fin du marché.

Il rend compte des modifications constatées par site (extension et/ou suppression) afin de tenir la base du groupement à jour.

Il rend compte de toutes difficultés par adhérent qu'il peut rencontrer dans la mise en œuvre du marché.

#### **Article XV : Pénalités**

- Pour oubli constaté d'une intervention programmée : 100 € par opération
- Pour retard en cas d'intervention programmée : 40 €

- Pour oubli de fournir un rapport annuel : 150 € par adhérent
- Non-respect des délais ou refus d'intervenir : 100 €

Les pénalités sont déduites de la facture suivant la constatation du fait générateur. L'adhérent adresse préalablement par courrier simple le(s) motif(s) et le montant de la pénalité déduite. L'adhérent adresse une copie du courrier au coordonnateur.

#### **Article XVI : Litiges**

Les litiges susceptibles de naître lors de l'exécution du présent marché sont portés devant le tribunal administratif du ressort de l'établissement coordonnateur du groupement de commandes.

En cas de différend, la voie de médiation est prioritaire sur toute autre forme de solution juridictionnelle.

#### **Article XVII – Modifications administratives**

Le titulaire du marché doit impérativement informer les adhérents du groupement de tout changement concernant :

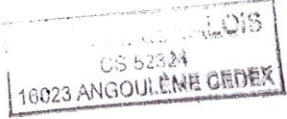

- Sa raison sociale (nouveau nom ou statut de l'entreprise) : un extrait KBIS du registre du Commerce et l'extrait des Annonces légales et juridiques traduisant ce changement.
- Son compte de règlement : le fournisseur devra envoyer un courrier informant les adhérents des coordonnées de son nouveau compte bancaire
- Le destinataire du paiement : le titulaire du marché devra envoyer un courrier explicatif de ce changement avec un relevé d'identité bancaire du nouveau destinataire

Dans tous les cas, le titulaire informe le coordonnateur qui transmet l'information aux adhérents.

#### **Article XVIII : Dérogations au CCAG**

Pour tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent CCATP, les parties contractantes sont soumises aux dispositions du CCAG / FCS.



	(Cachet de l'entreprise)
<p>Le coordonnateur, Christophe SIMONET (Cachet et signature)</p> 	<p>Le représentant de l'entreprise (Cachet et signature)</p>
<p>Fait à Angoulême, le 17/04/2025.</p>	<p>Fait à le</p>

